

Art. 4. Le subside sera versé au compte 000-0064231-17 de l'office des Chèques postaux, en faveur du Fonds de la Recherche scientifique médicale, rue d'Egmont 5, 1000 Bruxelles, après la signature du présent arrêté.

Art. 5. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 29 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Art. 4. De subsidie zal gestort worden op rekeningnummer 000-0064231-17 van het bestuur der Postchecks van het Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, Egmontstraat 5, 1000 Brussel, na de ondertekening van dit besluit.

Art. 5. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 29 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

F. 97 — 2198

[C - 97/22675]

**29 AOUT 1997. — Arrêté royal relatif
au Comité d'attribution du label écologique européen**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1994 portant création du Comité d'attribution du label écologique européen, notamment les articles 1^{er}, § 2, et 2;

Vu le règlement (CEE) n° 880/92 du Conseil du 23 mars 1992 concernant un système communautaire d'attribution de label écologique;

Vu la Décision 93/517/CEE de la Commission des Communautés européennes du 15 septembre 1993 concernant un contrat type relatif aux conditions d'utilisation du label écologique communautaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 septembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 18 décembre 1996;

Vu l'association des Gouvernements des Régions dans le cadre de la Conférence interministérielle de l'environnement du 19 mars 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie, de Notre Ministre de la Santé Publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

« Comité » : le Comité créé par la loi du 14 juillet 1994 portant création d'un Comité d'attribution du label écologique européen;

« Label européen » : le label écologique européen créé par le règlement (CEE) n° 880/92 du Conseil du 23 mars 1992 concernant un système communautaire d'attribution de label écologique;

« Règlement » : le règlement (CEE) n° 880/92 du Conseil du 23 mars 1992 concernant un système communautaire d'attribution de label écologique;

« Organisme accrédité » : un organisme accrédité en application de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais ».

CHAPITRE II. — *Missions*

Art. 2. § 1^{er}. Le Comité a pour mission l'attribution, le contrôle de l'utilisation et le retrait du label européen, conformément à la procédure prévue à l'article 10 par le Règlement.

§ 2. Dans le cadre de sa mission, le Comité peut soumettre à la Commission européenne une proposition de définition d'une nouvelle catégorie de produits pour lesquels un label européen peut être demandé.

Art. 3. Le Comité est chargé de diffuser l'information relative au label européen auprès des consommateurs et des entreprises.

N. 97 — 2198

[C - 97/22675]

**29 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit betreffende
het Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1994 inzake de oprichting van een Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk, inzonderheid op de artikelen 1, § 2, en 2;

Gelet op verordening (EEG) nr. 880/92 van de Raad van 23 maart 1992 inzake een communautair systeem voor de toekenning van milieukeuren;

Gelet op de Beschikking 93/517/EEG van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 15 september 1993 betreffende een standaardcontract over de gebruiksvoorwaarden voor het communautaire milieukeurmerk;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 september 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 december 1996;

Gelet op de betrokkenheid van de Gewestregeringen in het kader van de Interministeriële Conferentie Leefmilieu van 19 maart 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie, van Onze Minister van Volksgezondheid en van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van onderhavig besluit dient te worden verstaan onder :

« Comité » : het Comité opgericht door de wet van 14 juli 1994 inzake de oprichting van een Comité voor de toekenning van het Europese milieukeurmerk;

« Europees milieukeurmerk » : het Europees milieukeurmerk dat is ingesteld door verordening (EEG) nr. 880/92 van de Raad van 23 maart 1992 inzake een communautair systeem voor de toekenning van milieukeuren;

« Verordening » : verordening (EEG) nr. 880/92 van de Raad van 23 maart 1992 inzake een communautair systeem voor de toekenning van milieukeuren;

« Geaccrediteerde instelling » : instelling die geaccrediteerd is met toepassing van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen alsmede van beproevingslaboratoria.

HOOFDSTUK II. — *Oprachten*

Art. 2. § 1. Het Comité heeft tot taak de toekenning, het toezicht op het gebruik en de intrekking van het Europees milieukeurmerk overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 10 van de Verordening.

§ 2. In het kader van zijn opdracht kan het Comité een voorstel tot bepaling van een nieuwe productengroep waarvoor een Europees milieukeurmerk kan worden aangevraagd, aan de Europese Commissie voorleggen.

Art. 3. Het is de taak van het Comité om informatie over het Europees milieukeurmerk te verstrekken aan consumenten en ondernemingen.

CHAPITRE III. — *Procédure*

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'attribution du label européen est introduite en deux exemplaires auprès du secrétariat du Comité, à l'adresse du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

§ 2. La demande est accompagnée de la preuve du paiement des frais de traitement du dossier relatif à la demande d'attribution du label visés à l'article 4 de la loi du 14 juillet 1994 portant création du Comité d'attribution du label écologique européen.

§ 3. Le dossier comprend toutes les informations, études et analyses du produit nécessaires à l'évaluation de sa conformité aux critères auxquels doivent répondre les produits du groupe auquel il appartient.

Si le Comité estime qu'un complément d'information est nécessaire, il peut, après accord du demandeur et aux frais de celui-ci, confier à un organisme accrédité l'examen de l'évaluation écologique du produit et l'examen de sa conformité aux critères écologiques définis pour le groupe de produits auquel il appartient.

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque le Comité décide d'attribuer le label européen, il en avertit le demandeur par lettre recommandée à la poste et notifie sa décision à la Commission européenne selon la procédure prévue à l'article 10, § 3 du Règlement.

Sauf si la Commission européenne soulève des objections contre la décision d'attribution du label européen dans les trente jours suivant le jour de la notification visée à l'alinéa précédent, le comité conclut avec l'utilisateur du label européen le contrat prévu par la Décision de la Commission des Communautés européennes du 15 septembre 1993 concernant un contrat type relatif aux conditions d'utilisation du label écologique communautaire.

§ 2. En cas de rejet de la demande d'attribution du label européen, le Comité notifie sa décision finale au demandeur et à la Commission européenne. Le demandeur est averti par lettre recommandée à la poste.

Art. 6. Lorsque le Comité est d'avis que le détenteur agit à l'encontre des conditions d'utilisation ou des dispositions du contrat, il est en droit de suspendre ou de retirer le permis pour l'utilisation du label européen et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher le détenteur du permis de continuer à l'utiliser.

CHAPITRE IV. — *Comité*

Art. 7. § 1^{er}. Le Comité est composé de :

a) deux membres désignés par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant l'Environnement dans ses attributions;

b) un membre désigné par le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions;

c) trois membres désignés par leur gouvernement régional respectif;

d) deux membres choisis parmi les candidats présentés par les organisations de protection de l'environnement, siégeant au Conseil national du Développement durable;

e) deux membres choisis parmi les candidats présentés par les organisations représentatives de la défense des consommateurs, siégeant au Conseil de la Consommation;

f) deux membres choisis parmi les candidats présentés par les organisations représentatives de la production, de la distribution, de l'agriculture et des classes moyennes, siégeant au Conseil de la Consommation;

g) deux membres choisis parmi les candidats présentés par les organisations représentatives des travailleurs au Conseil de la Consommation.

§ 2. Les membres sont nommés pour une période de 5 ans par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant l'Environnement dans ses attributions. Leur mandat est renouvelable.

Il est nommé, selon les mêmes modalités, autant de membres suppléants que le Comité compte de membres effectifs.

§ 3. Le président et le vice-président sont désignés parmi les membres du Comité respectivement par le Ministre ou Secrétaire d'Etat ayant l'Environnement dans ses attributions et le Ministre ayant les Affaires Economiques dans ses attributions.

§ 4. Le Comité peut inviter des experts à assister à ses réunions.

HOOFDSTUK III. — *Procedure*

Art. 4. § 1. De aanvraag om een Europees milieukeurmerk wordt in tweevoud ingediend bij het secretariaat van het Comité, op het adres van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

§ 2. De aanvraag dient vergezeld te gaan van het bewijs van betaling van het bedrag voor de behandeling van het dossier betreffende de aanvraag tot toekenning van het keurmerk als bedoeld in artikel 4 van de wet van 14 juli 1994 inzake de oprichting van een Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk.

§ 3. Het dossier omvat alle inlichtingen, studies en tests van het product die nodig zijn voor de beoordeling van de overeenstemming met de criteria waaraan de producten van de groep waartoe het behoort, moeten voldoen.

Wanneer het Comité van mening is dat bijkomende informatie nodig is, mag het het onderzoek van de milieubeoordeling van het product en van de overeenstemming met de milieucriteria die zijn vastgesteld voor de productengroep waartoe het behoort, met toestemming van de aanvrager en op zijn kosten, aan een geaccrediteerde instelling toevertrouwen.

Art. 5. § 1. Wanneer het Comité beslist het Europese milieukeurmerk toe te kennen brengt het de aanvrager hiervan bij een ter post aangetekend schrijven op de hoogte en stelt de Europese Commissie van zijn beslissing in kennis volgens de in artikel 10, § 3 van de Verordening bepaalde procedure.

Behalve wanneer de Europese Commissie binnen dertig dagen volgend op de in de vorige paragraaf bedoelde kennisgeving bezwaar maakt tegen de beslissing tot toekenning van een Europees milieukeurmerk, sluit het Comité met de gebruiker van het Europese milieukeurmerk een contract als bepaald in de Beschikking van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 15 september 1993 betreffende een standaardcontract over de gebruiksvoorwaarden voor het communautair milieukeurmerk.

§ 2. Wordt de aanvraag tot het toekennen van een Europees milieukeurmerk afgewezen, dan maakt het Comité zijn beslissing aan de aanvrager en aan de Europese Commissie bekend. De aanvrager wordt bij een ter post aangetekend schrijven verwittigd.

Art. 6. Wanneer het Comité van oordeel is dat de houder in strijd met de gebruiksvoorwaarden of met de bepalingen van dit contract handelt, is het gerechtigd de aan de houder verleende vergunning voor het gebruik van de milieukeur op te schorten of om deze in te trekken en de nodige maatregelen te treffen om te verhinderen dat de houder de milieukeur nog blijft gebruiken.

HOOFDSTUK IV. — *Comité*

Art. 7. § 1. Het Comité is samengesteld uit :

a) twee leden aangewezen door de Minister of Staatssecretaris die het Leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft;

b) een lid aangewezen door de Minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft;

c) drie leden aangewezen door hun respectieve gewestregering;

d) twee leden gekozen uit de kandidaten die zijn voorgedragen door de organisaties voor de bescherming van het leefmilieu, die in de Nationale Raad voor Duurzame Ontwikkeling zitting hebben;

e) twee leden gekozen uit de kandidaten die zijn voorgedragen door de representatieve organisaties ter verdediging van de verbruikers, die in de Raad voor het Verbruik zitting hebben;

f) twee leden gekozen uit de kandidaten die zijn voorgedragen door de representatieve organisaties van de productie, de distributie, de landbouw en de middenstand, die in de Raad voor het Verbruik zitting hebben;

g) twee leden gekozen uit de kandidaten die zijn voorgedragen door de representatieve organisaties van de werknemers, die in de Raad voor het Verbruik zitting hebben.

§ 2. De leden worden voor vijf jaar benoemd door de Minister of Staatssecretaris die het Leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Op dezelfde wijze worden evenveel plaatsvervangende leden benoemd als er gewone leden in het Comité zijn.

§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitter worden aangewezen onder de leden van het Comité respectievelijk door de Minister of Staatssecretaris die het Leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft en de Minister die de Economische Zaken onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 4. Het Comité kan deskundigen uitnodigen om zijn vergaderingen bij te wonen.

Art. 8. Le secrétariat du Comité est assuré par des fonctionnaires du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Art. 9. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis à l'approbation des Ministres ou Secrétaires d'Etat ayant l'Environnement et les Affaires économiques dans leurs attributions.

Art. 10. § 1^{er}. Les frais de fonctionnement, les frais de parcours, et les jetons de présence sont à charge du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

§ 2. Les membres visés à l'article 6 ont droit au remboursement des frais de déplacement et au paiement d'un jeton de présence conformément aux dispositions de respectivement l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et l'arrêté du Régent du 15 juillet 1946 fixant les indemnités accordées aux membres des commissions permanentes qui dépendent du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Pour l'application de ces dispositions, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rangs 15 à 17.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des dispositions du chapitre III qui entreront en vigueur à la même date que l'arrêté d'exécution de l'article 4 de la loi du 4 juillet 1994 portant création du Comité d'attribution du label écologique européen.

Art. 12. Notre Ministre de l'Economie et le Secrétaire d'Etat à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 29 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
J. PEETERS

Art. 8. Het secretariaat van het Comité wordt waargenomen door ambtenaren van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Art. 9. Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Ministers of Staatssecretarissen die het Leefmilieu en Economische Zaken onder hun bevoegdheid hebben.

Art. 10. § 1. De werkingskosten, de reiskosten en het presentiegeld vallen ten laste van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

§ 2. De leden bedoeld in artikel 6 hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten en op presentiegeld overeenkomstig de bepalingen van respectievelijk het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het besluit van de Regent van 15 juli 1946 tot vaststelling van de vergoedingen toegekend aan de leden van de permanente commissies die van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu afhangen.

Voor de toepassing van die bepalingen worden zij gelijkgesteld met de ambtenaren van de rangen 15 tot 17.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, behoudens de bepalingen van hoofdstuk III, die in werking zullen treden op dezelfde dag als het besluit tot uitvoering van artikel 4 van de wet van 14 juli 1994 inzake de oprichting van een Comité voor het toekennen van het Europese milieukeurmerk.

Art. 12. Onze Minister van Economie en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 29 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
J. PEETERS

F. 97 — 2199

[97/22693]

29 AOUT 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, § 1^{er}, alinéa 4, et l'article 153, modifié par la loi du 20 décembre 1995 et par l'arrêté royal du 25 avril 1997;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 120, 121 et 153;

Vu les avis émis le 7 octobre 1996 et le 30 juin 1997 par le Comité de l'assurance obligatoire soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 juillet 1997;

N. 97 — 2199

[97/22693]

29 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, § 1, vierde lid, en op artikel 153, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en bij het koninklijk besluit van 25 april 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 120, 121 en 153;

Gelet op de adviezen, uitgebracht door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering op 7 oktober 1996 en op 30 juni 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 juli 1997;